Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juin 2017 : excédent budgétaire de 16 millions de dollars

Le mois de juin 2017 s'est soldé par un excédent budgétaire de 16 millions de dollars, comparativement à un déficit de 1,1 milliard en juin 2016. Les revenus ont augmenté de 1,2 milliard (5,2 %) en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus, hausse qui a été neutralisée en partie par la baisse des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 0,1 milliard (0,3 %), sous l'effet de la hausse des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux autres administrations, hausse qui a été partiellement neutralisée par la baisse des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 47 millions (2,4 %).

D'avril à juin 2017 : excédent budgétaire de 0,1 milliard de dollars

Pour la période d'avril à juin de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 0,1 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,0 milliard pour la même période de l'exercice 2016-2017. Les revenus ont augmenté de 3,5 milliards (4,9 %) en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus, hausse qui a été partiellement neutralisée par la baisse des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 2,7 milliards (4,0 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard (4,2 %), principalement sous l'effet de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Mise à jour trimestrielle des perspectives budgétaires

Les résultats financiers des trois premiers mois de l'exercice donnent peu d'indications au sujet des perspectives pour l'ensemble de l'exercice. Cela étant dit, les résultats d'avril à juin 2017 sont conformes aux projections budgétaires pour 2017-2018 présentées dans le budget.

Une mise à jour des perspectives économiques et budgétaires sera présentée dans l'Énoncé économique de l'automne 2017.

Juin 2017

Le mois de juin 2017 s'est soldé par un excédent budgétaire de 16 millions de dollars, comparativement à un déficit de 1,1 milliard en juin 2016.

Les revenus ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (5,2 %), pour atteindre 25,0 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (9,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,0 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (43,1 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,7 %). Dans cette composante, les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,1 milliard (2,0 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 33 millions, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 9 millions.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars (11,8 %) en raison de la réduction du taux de cotisation pour 2017.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des

investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 37 millions de dollars (1,6 %).

Les charges de programmes ont totalisé 22,9 milliards de dollars en juin 2017, en hausse de 0,1 milliard (0,3 %).

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (9,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,6 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 36 millions (2,6 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,4 milliard (28,6 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,2 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont diminué de 0,7 milliard de dollars (6,5 %).
    - Les paiements de transfert ont diminué de 1,0 milliard de dollars (25,3 %), ce qui s'explique principalement par la diminution des transferts relatifs à l'aide aux sinistrés.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (4,0 %), ce qui est en grande partie attribuable à l'augmentation des coûts au titre des régimes de retraite et avantages des employés en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 47 millions de dollars (2,4 %).

D'avril à juin 2017

La période d'avril à juin de l'exercice 2017-2018 s'est soldée par un excédent budgétaire de 0,1 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,0 milliard pour la même période de 2016-2017.

Les revenus ont augmenté de 3,5 milliards de dollars (4,9 %), pour atteindre 75,3 milliards.

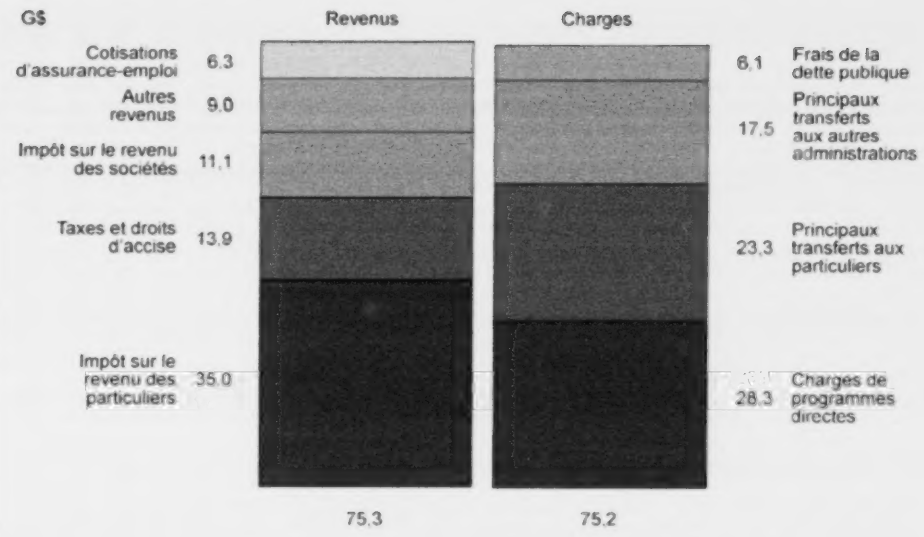
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (5,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (5,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (23,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 1,4 milliard de dollars (10,9 %) de plus, principalement sous l'effet de la hausse de 1,2 milliard des revenus tirés de la TPS. Les taxes sur l'énergie et les droits de douane à l'importation ont tous deux augmenté de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 4 millions.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,8 milliard de dollars (11,2 %), en raison de la réduction du taux de cotisation pour 2017.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,4 %), principalement sous l'effet de l'augmentation des revenus des sociétés d'État.

Pour la période d'avril à juin 2017, les charges de programmes ont totalisé 69,1 milliards de dollars, en hausse de 2,7 milliards (4,0 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 1,9 milliard de dollars (9,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,7 milliard (5,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 44 millions (0,9 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,3 milliard (28,4 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,4 milliard (2,6 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (1,0 %).
    - Les paiements de transfert ont diminué de 0,7 milliard de dollars (7,9 %), ce qui s'explique principalement par la diminution des transferts relatifs à l'aide aux sinistrés.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (5,4 %), ce qui s'explique en grande partie par les coûts plus élevés au titre des régimes de retraite et avantages des employés en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, et par la hausse des charges de fonctionnement des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (4,2 %), principalement sous l'effet de rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Revenus et charges (d'avril à juin 2017)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 16,4 milliards de dollars d'avril à juin 2017

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 0,1 milliard de dollars et des besoins financiers de 16,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin 2017 s'est soldée par des besoins financiers de 16,4 milliards, comparativement à des besoins financiers de 13,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 21,9 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 16,4 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 5,6 milliards en augmentant la dette non échue de 21,9 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de juin 2017, les soldes de trésorerie s'élevaient à 42,5 milliards de dollars, soit 4,0 milliards de plus qu'à la fin de juin 2016.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Juin		Avril à juin	
	2016	**2017**	**2016-2017**	**2017-2018**
Opérations budgétaires				
Revenus	23 743	24 977	71 785	75 270
Charges				
Charges de programmes	-22 862	-22 924	-66 396	-69 068
Frais de la dette publique	-1 990	-2 037	-6 384	-6 119
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 109	16	-995	83
Opérations non budgétaires	-3 957	-2 271	-12 582	-16 461
Ressources ou besoins financiers	-5 066	-2 255	-13 577	-16 378
Variation nette dans les activités de financement	-9 015	-879	14 251	21 945
Variation nette dans l'encaisse	-14 081	-3 134	674	5 567
Encaisse à la fin de la période			38 519	42 469

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Juin			Avril à juin		
	2016 (M$)	2017 (M$)	Variation (%)	2016-2017 (M$)	2017-2018 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 522	11 546	9,7	33 242	35 024	5,4
Impôt sur le revenu des sociétés	3 775	3 889	3,0	10 479	11 070	5,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	348	498	43,1	1 308	1 611	23,2
Total des impôts sur le revenu	14 645	15 933	8,8	45 029	47 705	5,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 222	3 286	2,0	8 658	9 838	13,6
Taxes sur l'énergie	328	361	10,1	1 179	1 229	4,2
Droits de douane à l'importation	439	502	14,4	1 254	1 383	10,3
Autres taxes et droits d'accise	526	535	1,7	1 461	1 465	0,3
Total des taxes et droits d'accise	4 515	4 684	3,7	12 552	13 915	10,9
Total des revenus fiscaux	19 160	20 617	7,6	57 581	61 620	7,0
Cotisations d'assurance-emploi	2 197	1 937	-11,8	7 081	6 286	-11,2
Autres revenus	2 386	2 423	1,6	7 123	7 364	3,4
Total des revenus	23 743	24 977	5,2	71 785	75 270	4,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Juin			Avril à juin		
	2016 (M$)	2017 (M$)	Variation (%)	2016-2017 (M$)	2017-2018 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 938	4 160	5,6	11 718	12 404	5,9
Prestations d'assurance-emploi	1 394	1 358	-2,6	4 998	4 954	-0,9
Prestations pour enfants	1 541	1 981	28,6	4 591	5 894	28,4
Total	6 873	7 499	9,1	21 307	23 252	9,1
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	3 006	3 096	3,0	9 017	9 287	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 112	1 146	3,1	3 337	3 437	3,0
Total	4 118	4 242	3,0	12 354	12 724	3,0
Accords fiscaux et autres transferts	1 757	1 772	0,9	5 869	5 993	2,1
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	0	0	s.o.
Abattement d'impôt du Québec	-381	-397	4,2	-1 144	-1 190	4,0
Total	5 494	5 617	2,2	17 079	17 527	2,6
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	59	46	-22,0	141	133	-5,7
Emploi et Développement social Canada	716	675	-5,7	1 393	1 557	11,8
Affaires mondiales Canada	170	225	32,4	642	544	-15,3
Santé Canada	257	241	-6,2	984	1 057	7,4
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	376	488	29,8	1 781	1 881	5,6
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	165	371	124,8	533	907	70,2
Autres	2 027	770	-62,0	3 739	2 404	-35,7

Total	3 770	2 816	-25,3	9 213	8 483	-7,9
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	836	845	1,1	2 315	2 584	11,6
Défense nationale	1 814	2 084	14,9	5 173	5 488	6,1
Tous les autres ministères et organismes	4 075	4 063	-0,3	11 309	11 734	3,8
Total des autres charges de programmes directes	6 725	6 992	4,0	18 797	19 806	5,4
Total des charges de programmes directes	10 495	9 808	-6,5	28 010	28 289	1,0
Total des charges de programmes	22 862	22 924	0,3	66 396	69 068	4,0
Frais de la dette publique	1 990	2 037	2,4	6 384	6 119	-4,2
Total des charges	24 852	24 961	0,4	72 780	75 187	3,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Juin		Avril à juin	
	2016	**2017**	**2016-2017**	**2017-2018**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 109	16	-995	83
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-153	-272	-431	-736
Autres activités d'investissement	-531	3 401	-1 904	1 615
Régimes de retraite et autres passifs	355	302	922	535
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-6 853	-11 028	-11 062	-18 916
Opérations de change	3 121	5 022	-1 035	-60
Amortissement des immobilisations corporelles	104	304	928	1 101
Total des autres activités	-3 628	-5 702	-11 169	-17 875
Total des opérations non budgétaires	-3 957	-2 271	-12 582	-16 461
Ressources ou besoins financiers	-5 066	-2 255	-13 577	-16 378

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Juin		Avril à juin	
	2016	**2017**	**2016-2017**	**2017-2018**
Ressources ou besoins financiers	-5 066	-2 255	-13 577	-16 378
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-11 935	-10	168	9 703
Bons du Trésor	4 800	3 400	14 000	13 800
Titres au détail	-76	71	68	-75
Total	-7 211	3 461	14 236	23 428
Emprunts en devises	-159	-855	1 089	32
Total	-7 370	2 606	15 325	23 460
Réévaluation de swaps de devises	-1 803	-3 167	-1 399	-1 035
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	201	-267	419	-375
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-43	-51	-94	-105
Variation nette dans les activités de financement	-9 015	-879	14 251	21 945
Variation dans l'encaisse	-14 081	-3 134	674	5 567

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Août 2017

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2017)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134